

Le contenu en emplois de la croissance française

*Fabien Toutlemonde**

L'enrichissement de la croissance en emplois en Europe depuis 2000 contraste avec la « reprise sans emplois » observée aux États-Unis de 2002 à 2004.

La France se situe à mi-chemin entre ces deux extrêmes.

En dépit de la persistance du chômage, la croissance n'est pas devenue particulièrement « pauvre en emplois ». Néanmoins, le ralentissement de la productivité par tête, caractéristique des années quatre-vingt-dix, se serait interrompu depuis 2000 sous l'influence de plusieurs facteurs.

Les créations d'emplois dues aux allègements de cotisations sociales sont désormais engrangées et la durée du travail s'est stabilisée avec la fin du passage aux 35 heures et de la progression du temps partiel.

Le raffermissement de la productivité horaire est notamment sensible dans les services marchands. Ces mêmes éléments suggèrent que le raffermissement de la productivité du travail en France depuis 2000 pourrait être un phénomène pour partie durable.

En France, les années quatre-vingt-dix ont constitué une période d'enrichissement de la croissance en emplois. Au contraire, après le ralentissement conjoncturel de 2001-2003, le retour à une crois-

sance plus soutenue a été à l'origine d'une inquiétude de voir se dessiner une « reprise sans emplois » (Passeron, Perez-Duarte, 2003). Dès la fin de 2003, des signaux négatifs pour la création d'emplois arrivaient des États-Unis

et, dans une moindre mesure, du Japon. Lors de la récente phase de reprise de l'économie mondiale, un certain nombre de grandes économies ont connu un retour rapide à des gains de productivité du tra-

* Fabien Toutlemonde fait partie de la mission Analyse économique de la Dares du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

3 *Emploi*

vail élevés, cet alignement sur le scénario observé aux États-Unis se traduisant par une croissance moins riche en emplois.

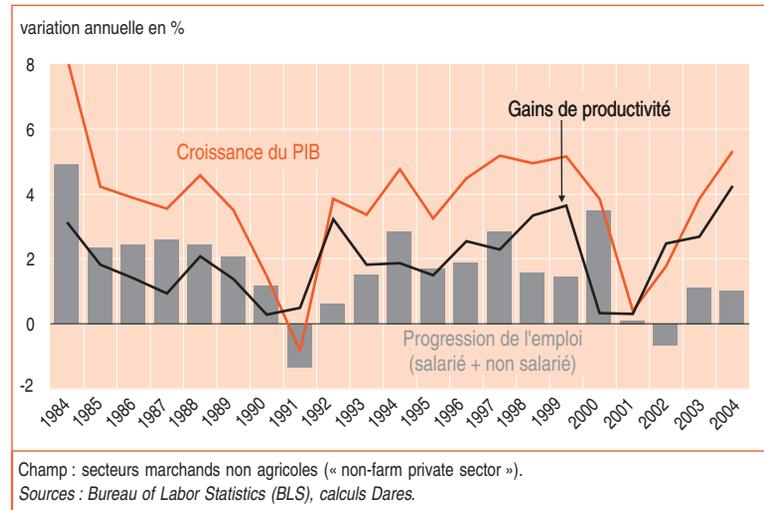
La « reprise sans emplois » des États-Unis n'a pas traversé l'Atlantique

En 2004, pour la troisième année consécutive, les créations d'emplois aux États-Unis apparaissent modestes au regard d'une croissance soutenue (Dares, 2005). Les gains de productivité par tête atteignent ainsi un rythme record de + 4,2 % en 2004 (figure 1). Parce qu'elle n'apparaît plus comme transitoire, cette « reprise sans emplois » pourrait bien indiquer un certain changement de régime vers une croissance durablement moins riche en emplois outre-Atlantique (en-

cadre 1). Autrement dit, aux États-Unis, il faudrait désormais près d'un point de croissance de plus qu'au début des années

quatre-vingt-dix pour que le secteur privé recommence à créer des emplois après une phase de ralentissement économique.

Figure 1 - Croissance, créations d'emplois et gains de productivité par tête aux États-Unis



Encadré 1

Définitions

Différents concepts de productivité

La productivité du travail rapporte un volume de production à un volume d'emploi. Deux concepts cohabitent. La productivité par tête retient au dénominateur les effectifs des personnes occupant un emploi. La productivité horaire retient au dénominateur le nombre d'heures travaillées. Du fait de ces définitions, il est possible de passer de l'une à l'autre : les gains de productivité par tête s'obtiennent comme la somme des gains de productivité horaire et du taux de croissance de la durée hebdomadaire moyenne du travail.

Cycle de productivité et productivité tendancielle

Productivités par tête et horaire fluctuent au gré de la conjoncture, autour d'une tendance de moyen-long terme. On distingue donc les gains de productivité ten-

danciels, relativement stables, des évolutions cycliques de la productivité. Celle-ci s'accélère au-delà de sa tendance en phase de reprise de l'économie, lorsque les entreprises privilégient la reconstitution de leurs marges. Lorsque le retour de la croissance est confirmé, les embauches reprennent et la productivité par tête ralentit peu à peu. Enfin, lorsque la croissance faiblit de nouveau, les entreprises ne commencent pas immédiatement à licencier, si bien que la productivité par tête continue de ralentir sous son rythme de progression tendanciel.

Le « contenu de la croissance en emplois »

Les gains de productivité par tête sont également assimilés au « contenu de la croissance en emplois » : ils indiquent en effet le rythme de croissance à atteindre pour commencer à créer des emplois. Il se situe aujourd'hui en France en des-

sous de + 2,0 % l'an. Il y a enrichissement de la croissance en emplois lorsque la productivité par tête ralentit de façon durable. Le contenu de la croissance en emplois est donc susceptible d'être affecté par la conjoncture économique (cycle de productivité) mais également par les mesures de politique de l'emploi et par l'évolution de la durée du travail.

Un ralentissement de la productivité (i.e. une croissance plus riche en emplois) n'est pas systématiquement bon ou mauvais en soi. Un ralentissement de la productivité correspondant à la réinsertion sur le marché du travail d'individus faiblement productifs qui en étaient exclus est positif. Une accélération de la productivité (i.e. une croissance moins riche en emplois) est quant à elle une bonne chose si elle traduit une mobilisation efficace du progrès technique, susceptible de doper de manière durable la croissance potentielle.

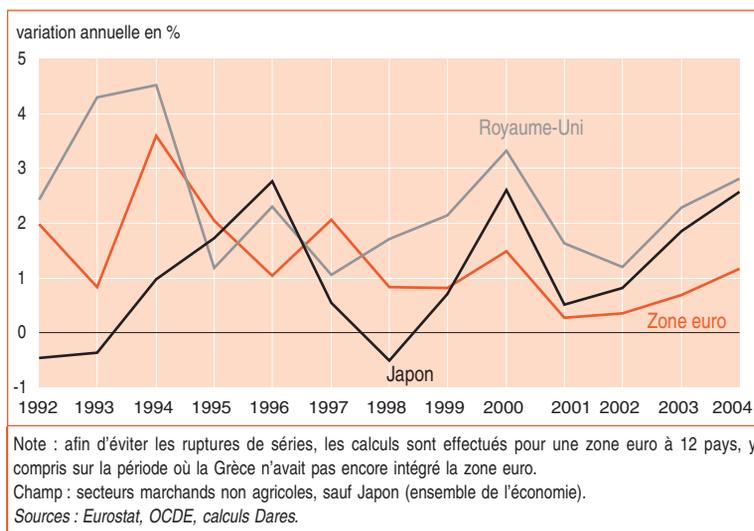
Ce phénomène ne semble pas s'être diffusé aux partenaires commerciaux des États-Unis, en dépit du jeu de la concurrence internationale qui induit une pression sur les marges et la productivité, et du rattrapage à l'œuvre en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Au Japon comme en Europe, la productivité par tête progresse à des rythmes conformes à ceux obser-

vés lors des précédentes phases de reprise conjoncturelle (figure 2). En 2004, les gains de productivité au Japon (+ 2,6 %) et au Royaume-Uni (+ 2,8 %) restent ainsi dans les bornes des évolutions des années quatre-vingt-dix. Dans la zone euro, depuis 2000, les gains de productivité sont systématiquement inférieurs à leur moyenne des années quatre-vingt-dix, suggérant un enrichissement progressif de la

croissance en emplois sur les cinq dernières années. La faiblesse de l'emploi dans la zone euro sur la période récente tiendrait ainsi principalement à celle de la croissance, affectée par une conjoncture difficile entre 2001 et 2003.

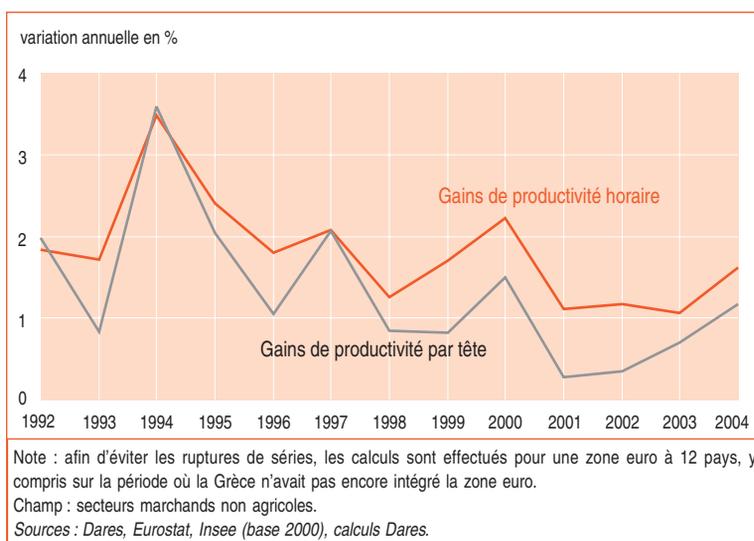
La croissance de la zone euro est devenue plus riche en emplois depuis 2000

Figure 2 - Gains de productivité par tête au Japon et en Europe



En 2004, le PIB de la zone euro progresse de + 1,7 %, après + 0,3 % en 2003. L'emploi (salarie ou non) des secteurs marchands non agricoles augmente de + 0,5 %. Malgré la reprise de l'activité, les gains de productivité par tête, qui s'élèvent à + 1,2 % en 2004, demeurent inférieurs à leur moyenne sur la période 1992-2002. La prise en compte de la durée du travail ne modifie pas ce diagnostic : les gains de productivité horaire dans la zone euro atteignent en 2004 + 1,6 % (figure 3).

Figure 3 - Gains de productivité dans la zone euro



La stabilisation de la durée du travail est un premier facteur affectant la productivité, par tête et horaire. En effet, la durée du travail ne baisse plus en France (du fait de la fin du passage aux 35 heures) et en Allemagne – deux pays qui représentent la moitié du nombre d'heures travaillées dans l'ensemble de la zone euro. La productivité horaire et la productivité par tête tendent ainsi à retrouver un même rythme de progression à partir de 2002 dans la zone euro.

Mais la productivité du travail européenne semble aussi ralentir ces cinq dernières années en raison de changements structurels. Les gains de productivité horaire tendancielle seraient passés de

Encadré 2

Comparer le contenu en emplois de la croissance de quelques grands pays

Une première manière de mener des comparaisons internationales du contenu de la croissance en emplois consiste à construire pour chaque pays la série de productivité par tête du travail, puis à la décomposer en sa composante productivité horaire et sa composante d'évolution de la durée du travail. Ces calculs liminaires ont été effectués à partir des données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés (CVS-CJO) des *comptes trimestriels harmonisés*, publiés par Eurostat et ses homologues américain, japonais, britannique et français – pour compléter les données manquantes (figures 2 et 3).

Les données de produit intérieur brut (PIB) marchand non agricole sont obtenues en retranchant au PIB total la valeur ajoutée (VA) de l'agriculture et des secteurs non marchands (secteurs EA et EQ-ER en nomenclature française NES 16, secteurs A à B et L à P en nomenclature européenne NACE). La durée hebdomadaire moyenne du travail est celle des *comptes trimestriels* lorsqu'elle est disponible (Allemagne, États-Unis, France et Royaume-Uni), celle de l'enquête

sur les *Forces de Travail* (EFT) d'Eurostat pour l'Italie et l'Espagne. L'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie représentant 80 % du nombre d'heures travaillées de la zone euro, la durée du travail pour la zone euro est approchée par celle de ces quatre pays, approximation qui s'avère cohérente en moyenne annuelle avec les données de l'EFT.

Dans un second temps, le lien structurel entre croissance et emploi est modélisé à l'aide d'une équation de productivité pour les secteurs marchands non agricoles. Suivant un modèle à correction d'erreur, celle-ci s'écrit en deux temps. L'équation de long terme régresse le logarithme de la productivité horaire sur une tendance temporelle. Le résidu de cette équation est alors utilisé comme « force de rappel » dans une équation de court terme régressant les évolutions de la productivité horaire sur la croissance du PIB, pour capter les inflexions du cycle de productivité. Les gains de productivité horaire tendancielle qui nous intéressent sont donnés par le coefficient α de l'équation :

$$\log(\text{PIB} / \text{Heures}) = \alpha \cdot \text{temps} + \text{résidu}$$

La stratégie pragmatique de comparaison retenue a consisté à estimer de manière réursive cette équation sur une période glissante de dix ans (soit 40 observations) pour apprécier la déformation du paramètre α pour chacun des pays. Les résultats, présentés en moyenne annuelle pour une meilleure lisibilité, sont présentés dans la figure 4 ci-dessous.

Compte tenu de la méthode de calcul, ces chiffres ne reflètent pas le rythme de productivité horaire qui serait obtenu dans le cadre d'une estimation sur longue période plutôt que sur les dix dernières années. Il est donc préférable d'interpréter ces chiffres en évolution entre 2000 et 2004. Cette estimation, fruste, suggère que la croissance tend à s'appauvrir en emplois aux États-Unis, à s'enrichir en emplois dans la zone euro, en Allemagne, en Espagne et en Italie. En France et au Royaume-Uni, la déformation des gains de productivité horaire tendancielle est quasiment négligeable sur la période considérée.

Figure 4 - Une illustration de la déformation des gains de productivité horaire tendancielle

	2000	2001	2002	2003	2004
États-Unis	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4
Royaume-Uni	2,5	2,4	2,3	2,2	2,3
Zone euro	...	2,0	1,9	1,7	1,6
Allemagne	...	2,2	2,1	2,0	1,8
Espagne	1,3	1,1	0,8	0,6	0,6
France *	1,9	1,9	1,9	2,0	2,0
Italie	1,8	1,7	1,3	0,9	0,4

* Dans le cas de la France en particulier, la méthode d'estimation accorde un poids important aux années d'accélération de la productivité horaire du fait du passage aux 35 heures (notamment en 2000), si bien que le rythme moyen de + 1,9 % obtenu est supérieur aux estimations habituelles, comprises entre + 1,4 % et + 1,7 %.

Champ : secteurs marchands non agricoles.

Lecture : aux États-Unis, entre 2001 et 2004, les gains de productivité horaire tendancielle ont augmenté de 0,2 point, signalant un appauvrissement de la croissance en emplois.

Sources : BLS, Dares, Eurostat, Insee, calculs Dares.

+ 2,0 % en 2001 à + 1,6 % en 2004 dans la zone euro (*encadré 2*). Les contributions de l'Allemagne (- 0,15 point de gains de productivité horaire tendancielle) et de l'Italie (- 0,25 point) expliqueraient l'essentiel de cet enrichissement de la croissance en emplois en Europe (*figure 5*).

En Allemagne, la productivité horaire tendancielle ralentirait légèrement du fait d'un essoufflement du rattrapage économique dans les nouveaux Länder (OCDE, 2004). Par ailleurs, d'importantes réformes du marché du travail allemand auraient également joué un rôle à partir de 2003. Les restric-

tions relatives au recours à l'intérim ont notamment été assouplies et les lois Hartz ont introduit de nouveaux dispositifs, favorisant la création d'entreprises par les chômeurs (*Ich AG*) ou allégeant les cotisations sociales sur les emplois de proximité rémunérés moins de 800 euros par mois (*Mini Jobs*). En Italie, la productivité, tant horaire que par tête, a subi un freinage brutal, qui pourrait résulter pour partie du blanchiment de travail non déclaré à la suite des mesures incitatives introduites successivement en 1998 (Pacte Social) et 2001 (Livre Blanc sur l'emploi) (OCDE, 2005).

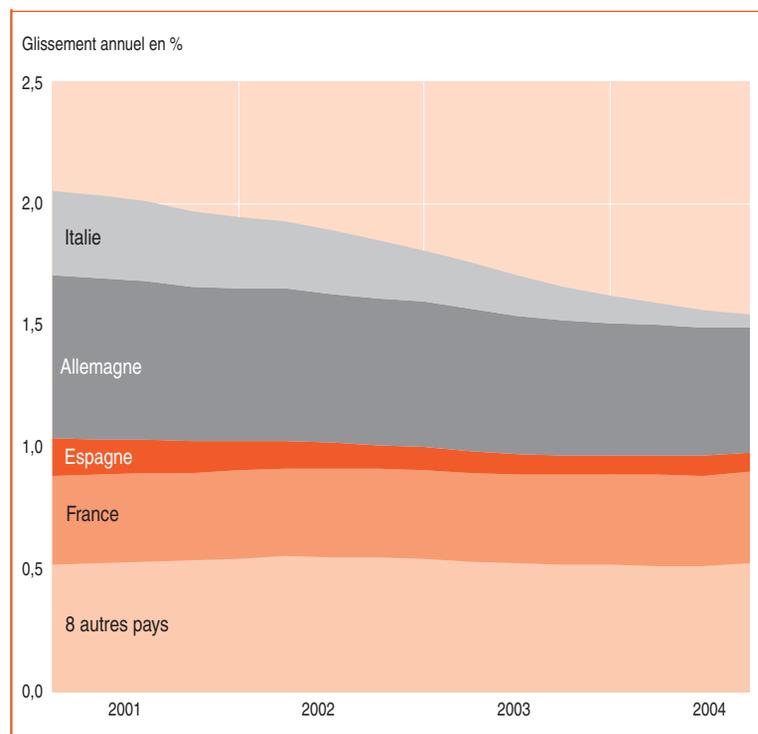
La France à contre-courant de ses voisins continentaux

Entre l'appauvrissement de la croissance en emplois des États-Unis – reflet du dynamisme de leur productivité – et le ralentissement de la productivité du travail qui caractérise certains pays d'Europe continentale depuis 2000, la France et le Royaume-Uni suivraient une voie médiane. Dans ces deux pays, les gains de productivité tendancielle apparaissent stables et le contenu de la croissance en emplois est globalement inchangé sur les cinq dernières années.

Dans le cas de la France, cette situation constitue une rupture par rapport à la décennie précédente. Les travaux récents sur les déterminants de la croissance en France mettent en évidence l'érosion des gains de productivité horaire tendancielle au cours des années quatre-vingt-dix. Ils éclairent notamment le rôle de trois facteurs : les activités tertiaires à faibles gains de productivité occupent une part croissante dans l'économie ; une partie du travail non déclaré dans le secteur des services à la personne a été blanchie à partir de 1992 ; la montée en charge des NTIC a été parallèlement tardive (Artus, Cette, 2003).

Ces différents facteurs se seraient estompés depuis 2000, du fait notamment d'une modification des caractéristiques de la tertiarisation de l'économie. La part croissante des activités à faibles gains de productivité (construction et tertiaire) pèse mécaniquement sur la productivité d'ensemble. Or, si les activités tertiaires continuent de prendre une part de plus en plus grande dans l'économie en termes

Figure 5 - Principales contributions des pays aux gains de productivité horaire tendancielle de la zone euro



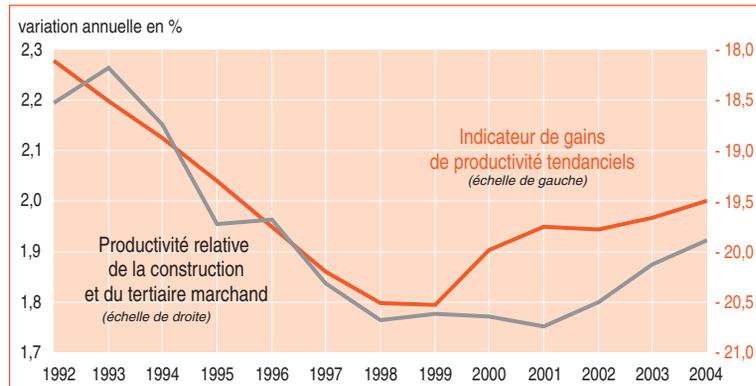
Note : afin d'éviter les ruptures de séries, les calculs sont effectués pour une zone euro à 12 pays, y compris sur la période où la Grèce n'avait pas encore intégré la zone euro.

Champ : secteurs marchands non agricoles.

Sources : Dares, Eurostat, Insee (base 2000), calculs Dares.

3 *Emploi*

Figure 6 - Gains de productivité horaire tendancielle et tertiarisation en France



Note : l'indicateur de gains de productivité horaire tendancielle est calculé comme expliqué dans l'encadré 2. L'indicateur de la productivité relative de la construction et du tertiaire marchand s'obtient comme le ratio de la productivité horaire de ces secteurs, pondérée par la part des heures travaillées dans le total, à la productivité horaire de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles.

Champ : secteurs marchands non agricoles.

Lecture : en 2002, la productivité horaire de la construction et du tertiaire marchand est inférieure de 20,5 % à celle de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles. La même année, les gains de productivité horaire tendanciels de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles s'établissent à + 1,9 %.

Sources : Dares, Insee (base 2000), calculs Dares.

d'heures travaillées, leur productivité relative aurait cessé de se dégrader (figure 6). Outre ces déterminants de fond, la contribution de la politique de l'emploi au ralentissement de la productivité par tête (allègements de cotisations sociales patronales sur les bas salaires, dispositifs spécifiques ciblés sur des publics en difficultés, dispositifs en faveur du temps partiel et baisse de la durée légale du travail) se serait également infléchi.

Stabilisation de la durée du travail et accélération de la productivité par tête

Les lois Aubry ont temporairement contribué à l'enrichisse-

Figure 7 - Croissance, emploi et gains de productivité en France de 1995 à 2004

en %

Taux de croissance annuel	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Ensemble de l'économie										
PIB	2,0	1,1	2,3	3,4	3,2	4,0	2,1	1,3	0,9	2,1
Emploi salarié	1,4	0,8	0,8	1,9	2,3	3,0	2,0	0,8	- 0,1	0,0
Emploi non salarié	- 3,1	- 2,9	- 2,3	- 2,0	- 0,8	- 0,5	- 1,1	- 0,5	- 0,2	- 0,1
Productivité par tête	1,1	0,7	1,8	1,8	1,1	1,4	0,3	0,6	1,0	2,1
Salariés uniquement	0,6	0,3	1,5	1,5	0,8	1,0	0,0	0,4	1,0	2,1
Secteurs marchands non agricoles										
PIB	1,8	0,8	2,4	4,0	3,6	5,1	2,2	1,6	1,3	2,0
Emploi salarié	1,3	0,3	0,6	2,2	2,7	4,0	3,0	1,1	- 0,2	0,1
Emploi non salarié	- 2,6	- 2,5	- 1,9	- 1,4	0,1	0,1	- 0,9	0,1	0,7	0,8
Durée du travail	- 0,4	- 0,6	- 0,5	0,1	- 0,5	- 0,8	- 0,3	- 1,4	- 0,4	0,4
Durée du travail des seuls salariés	- 0,5	- 0,9	- 0,5	- 0,1	- 0,5	- 0,9	- 0,2	- 1,4	- 0,4	0,2
Productivité par tête	0,9	0,8	2,1	2,0	1,1	1,4	- 0,5	0,6	1,5	1,8
Salariés uniquement	0,5	0,5	1,8	1,7	0,8	1,1	- 0,9	0,5	1,6	1,9
Productivité horaire	1,3	1,1	2,5	2,3	2,1	3,3	0,7	2,3	1,8	1,6
Salariés uniquement	0,9	0,9	2,2	2,1	1,8	3,0	0,4	2,2	1,9	1,8

Lecture : en 2004, le PIB par emploi (ou productivité par tête pour l'ensemble de l'économie) progresse de + 2,1 %. Au niveau des secteurs marchands non agricoles, les gains de productivité par tête sont de + 1,8 % et les gains de productivité horaire (PIB des secteurs marchands non agricoles rapporté au volume total d'heures travaillées dans ces secteurs) de + 1,6 %.

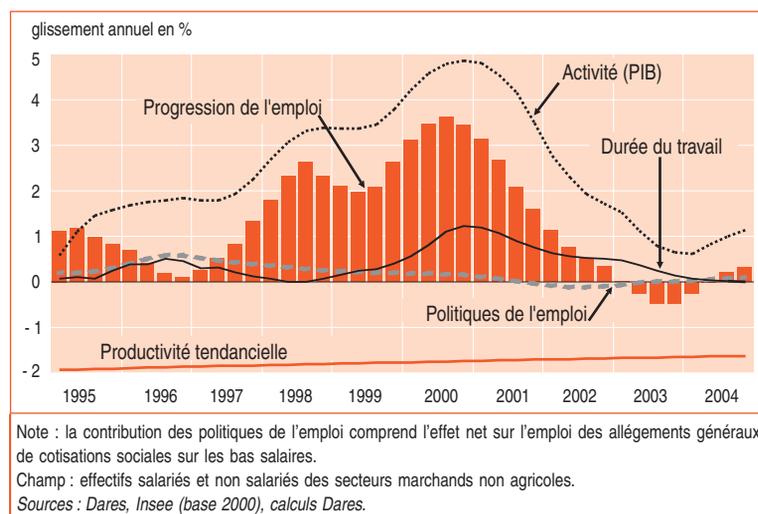
Sources : Insee, comptes trimestriels, base 2000, données cvs-cjo.

ment de la croissance française en emplois entre 1998 et 2002. Combinant réduction du temps de travail (RTT) et allègements de cotisations sociales visant à contenir la hausse du coût du travail induite par le passage aux 35 heures, elles auraient permis à court terme la création nette de 350 000 emplois supplémentaires (Gubian et alii, 2005)¹. Au cours de cette période, deux effets

ont joué simultanément et en sens inverse sur la productivité du travail. Le passage aux 35 heures a favorisé des embauches plus nombreuses, induisant un net ralentissement de la productivité par tête. Dans le même temps, la modification des processus de production s'est traduite par une accélération de la productivité horaire des travailleurs concernés (Crépon et alii, 2005).

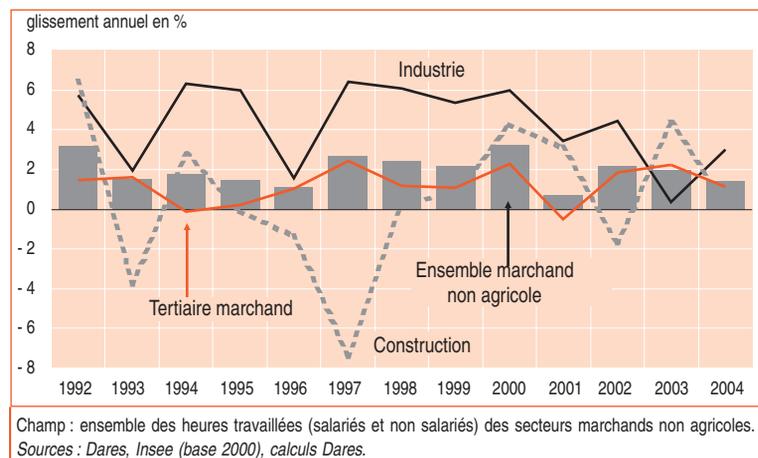
Avec la fin du passage à la RTT, la durée légale s'est progressivement stabilisée. La productivité par tête a alors accéléré, et son rythme de progression converge maintenant vers celui de la productivité horaire (figure 7). Le processus d'enrichissement temporaire de la croissance en emplois via les lois Aubry s'en trouve naturellement interrompu.

Figure 8 - Contributions des principaux déterminants de la productivité à l'évolution de l'emploi



Deux facteurs supplémentaires accentuent ce mécanisme. D'une part, après avoir constamment progressé au cours des années quatre-vingt-dix, le temps partiel s'est stabilisé (Attal-Toubert, Derosier, 2005). D'autre part, après trente ans de baisse, l'emploi non salarié tend également à se stabiliser. La durée moyenne du travail des non-salariés étant plus élevée que celle des salariés, la stabilisation de l'emploi non salarié, comme celle du temps partiel, contribue à interrompre la baisse de la durée moyenne totale du travail, favorisant la convergence des gains de productivité par tête et horaire.

Figure 9 - Productivité horaire par secteurs



Le rôle de la politique de l'emploi

L'infléchissement de la productivité tendancielle et la baisse de la durée du travail n'expliquent qu'une partie du ralentissement de la productivité par tête en France dans les années quatre-vingt-dix. Plusieurs mesures de politique de l'emploi ont aussi contribué à créer plus d'emplois, freinant du même coup la progression de la productivité par tête : introduction de dispositifs spécifiques d'emplois aidés et allègements de cotisations sociales

1. Le passage aux 35 heures pourrait toutefois avoir à moyen-long terme un effet plus incertain sur l'emploi. Les modèles macro-économiques suggèrent notamment le risque d'effets dépressifs sur la demande et l'activité, préjudiciables à terme à l'emploi (Cahuc, D'Autume, 1997).

sur les bas salaires (Beffy et alii, 2005).

Les allègements de cotisations sociales ont un effet favorable durable sur le niveau de l'emploi, mais transitoire sur son taux de croissance. Une étude économétrique des différents déterminants de l'emploi permet d'illustrer ce phénomène (encadré 3). En l'absence de nouvelles mesures de baisses du coût du travail, mesures générales² ou dispositifs spécifiques, la politique de l'emploi a peu à peu cessé de contribuer à enrichir la croissance en emplois (figure 8). Entre 2002 et 2004, les disposi-

tifs d'emplois aidés ont toutefois été réorientés vers les secteurs marchands, ce qui a permis de limiter les effets négatifs de cet essoufflement.

La productivité ne ralentirait plus dans les principaux secteurs marchands non agricoles

Dans les secteurs marchands non agricoles, l'épuisement des effets favorables des allègements de cotisations sociales et la fin de la réduction du temps de travail ont contribué au redressement

récent de la productivité par tête. Ce dernier ne traduirait donc pas seulement l'accélération temporaire de la productivité observée dans toute phase de reprise cyclique de l'activité, mais pourrait s'avérer pour partie durable.

Il a pu être avancé que cette « pause » du processus d'enrichissement de la croissance en emplois n'aurait qu'un caractère « temporaire » (Oliveira, 2004). Certes, certains dispositifs de la politique de l'emploi sont de nature à favoriser la poursuite de l'enrichissement de la croissance en emplois des secteurs marchands non agricoles. Tou-

Encadré 3

Modélisation du lien entre croissance et emploi en France

Les déterminants usuels de l'emploi marchand non agricole sont étudiés à l'aide d'un modèle à correction d'erreurs (Lerais, 2001). Parce que le modèle est en réalité une réécriture d'une équation de productivité horaire, il retient une hypothèse d'élasticité unitaire du nombre d'heures travaillées au PIB. Il retient également une tendance de la productivité horaire linéaire dans l'équation de long terme (F1) présentée plus bas, ceci afin de capter le ralentissement de la productivité horaire tendancielle. L'effet du coût du travail sur l'emploi n'est pas intégré à l'équation parce qu'il n'apparaît pas comme significatif dans les estimations économétriques. En revanche, il est pris en compte à travers l'impact sur l'emploi des politiques d'allègements généraux de cotisations sociales patronales ou de dispositifs spécifiques d'aide à l'emploi marchand.

La variable d'intérêt H est le logarithme du nombre d'heures tra-

vaillees, en moyenne trimestrielle, corrigé des effets de la politique de l'emploi et de la baisse de la durée collective des salariés à temps complet :

$$H = \log(\text{effectifs} \times \text{durée moyenne hebdomadaire}) - \text{AGCS} - \text{PE} - \text{caleRTT}$$

où AGCS représente les effets nets sur l'emploi des allègements généraux de cotisations sociales, PE les effets nets sur l'emploi des dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi dans le secteur marchand (Dares, 2003) et caleRTT une variable mesurant l'augmentation de la productivité horaire liée au passage aux 39 heures au début des années quatre-vingt puis aux 35 heures à la fin des années quatre-vingt-dix (Gubian et al., 2005). Les deux équations successives s'écrivent :

$$\text{F1 } H = \log(\text{PIB}) - \log(\alpha + \beta t) + \text{rappel} ;$$

$$\text{F2 } \Delta H = \phi \cdot \text{rappel}_{t-1} + \sum \Delta \log(\text{PIB})_{t-i} + \sum \Delta H_{t-1} + \text{dum1982} + \text{résidus}$$

Le résidu « *rappel* » de F1 est stationnaire et peut donc être utilisé comme force de rappel dans F2. Une indicatrice est utilisée pour « blanchir » les points aberrants du second semestre de 1982. Les deux équations sont estimées l'une après l'autre sur la période allant du premier trimestre de 1978 au dernier trimestre de 2003.

La figure 8 illustre les contributions dynamiques des principales variables à l'évolution des effectifs. La contribution des politiques de l'emploi somme les contributions des variables AGCS et PE. La contribution de la durée du travail s'obtient comme la somme du taux de croissance de la durée hebdomadaire travaillée et de la contribution dynamique de la variable caleRTT. La contribution de l'activité à l'emploi est enfin la contribution dynamique des valeurs contemporaines et retardées du PIB marchand non agricole.

2. Les « mesures générales d'allègements de cotisations sociales » sont ici définies comme les seuls allègements décidés avant la mise en œuvre de la RTT. Ils ont par la suite été étendus dans le cadre des lois Aubry et Fillon pour compenser l'effet défavorable sur le coût du travail pour les entreprises de la RTT et de la convergence vers le haut des multi-Smic. Mais l'effet de ces nouveaux allègements ne peut être étudié indépendamment du processus de la RTT lui-même (voir par exemple Crépon et alii, 2005).

tefois, les nouveaux dispositifs du plan de cohésion sociale (PCS) concernent aujourd'hui majoritairement des emplois non marchands. Deux éléments notables peuvent en outre suggérer une poursuite du redressement de la productivité par tête. Premièrement, la durée moyenne du travail semble avoir arrêté de diminuer, la durée légale ayant cessé de baisser et le temps partiel de progresser, comme le montre l'enquête *Emploi*. Deuxièmement, les conditions de la tertiarisation de l'économie

semblent s'être modifiées : celles-ci freineraient désormais moins lourdement la progression de la productivité du travail (*figure 6*).

Le raffermissement récent des gains de productivité horaire de l'ensemble de l'économie marchande affecte plus particulièrement certains secteurs. Dans l'industrie, les gains de productivité horaire tendancielle, de l'ordre de + 3,6 % par an, n'ont pas été significativement modifiés depuis 30 ans (Toutlemonde, 2005).

En revanche, dans la construction et les services marchands, la productivité horaire entre 2001 et 2004 croît à un rythme supérieur à celui des années quatre-vingt-dix (*figure 9*). Ce constat pourrait être mis en regard de scénarios prospectifs tablant sur l'entrée des services marchands dans une phase « d'industrialisation », favorisée par l'introduction des NTIC et caractérisée par des gains de productivité durablement plus élevés (Cahuc, Debonneuil, 2003). ■

Pour en savoir plus

Artus P., Cette G., Productivité et croissance, Rapport du CAE, n° 48, 2003.

Attal-Toubert K., Derosier A., « Le chômage augmente légèrement malgré la reprise de l'emploi », *Insee Première*, n° 1009, 2005.

Beffy P.-O., Fourcade N., « Le ralentissement de la productivité du travail au cours des années 1990 : l'impact des politiques d'emploi », *Économie et Statistique*, n° 376-377, Insee, 2005.

Cahuc P., D'Autume A., « Réduction du temps de travail et emploi : une synthèse », in *La réduction du temps de travail, une solution pour l'emploi ?*, *Economica*, Paris, 1997.

Cahuc P., Debonneuil M., « Productivité et emploi dans le tertiaire », Rapport du CAE, n° 49, 2003.

Commission européenne, « L'emploi en Europe en 2003 », *Office des publications officielles des communautés européennes*, Luxembourg, 2003.

Crépon B., Leclair M., Roux S., « RTT, productivité et emploi : nouvelles estimations sur données d'entreprises », *Économie et Statistique*, n° 376-377, Insee, 2005.

Dares, « En 2004, l'emploi amorce sa reprise », *Premières Synthèses*, Dares, n° 27.2, 2005.

Dares, « Les politiques de l'emploi et du marché du travail », *Coll. Repères*, La Découverte, Paris, 2003.

Gubian A., Jugnot S., Lerais F., Passeron V., « Les effets de la RTT sur l'emploi : des simulations *ex ante* aux évaluations *ex post* », *Économie et Statistique*, n° 376-377, Insee, 2005.

Lerais F., « Une croissance plus riche en emplois », *Premières Synthèses*, Dares, n° 07.1, 2001.

OCDE, Études économiques de l'OCDE : Allemagne, vol. 2004-12, éditions OCDE, 2004.

OCDE, Études économiques de l'OCDE : Italie, vol. 2005-7, éditions OCDE, 2005.

Oliveira A., « L'enrichissement de la croissance en emplois : une pause temporaire en accompagnement d'un rétablissement de la productivité », *Point Statis*, Unedic, n° 7, 2004.

Passeron V., Perez-Duarte S., « La reprise se fera-t-elle sans emplois ? », *Note de conjoncture de l'Insee*, décembre 2003.

Toutlemonde F., « Emploi industriel : le dernier creux conjoncturel sans influence sur la tendance des gains de productivité », *Premières Synthèses*, Dares, n° 16.4, 2005.